ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation et le Ministre de la Défense nationale, le 27 juin 1986, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les lois sur la milice coordonnées le 30 avril 1962", a donné le 7 juillet 1986 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 27 juni 1986 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie en de Minister van Landsverdediging verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende wijziging van de dienstplichtwetten gecoordineerd op 30 april 1962", heeft op 7 juli 1986 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

L'avant-projet de loi soumis pour avis au Conseil d'Etat a pour objet de supprimer les libérations du service actif, mais de maintenir les exemptions.

Pour ce faire :

1° le projet maintient la libération pour les miliciens reconnus aptes au service appartenant à une levée antérieure à celle de 1987 dans la mesure où leur nombre excédait le contingent (article 1er);

2° le projet remplace l'intitulé du chapitre IX des lois coordonnées "La libération du service actif" par l'intitulé suivant "De l'affectation au service de la protection civile ou à d'autres tâches d'intérêt général" (article 28);

3° le projet abroge le chapitre XIII des lois coordonnées intitulé "Du service à la protection civile" comprenant les articles 109 à 117 (article 33).

Selon l'exposé des motifs, la justification de cette abrogation est la suivante :

"Article 33.

Le but du législateur étant de régler les modalités et les conditions des affectations à la protection civile ou à d'autres tâches d'intérêt général par voie d'arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, ainsi qu'il résulte de l'article 29 du présent projet, le chapitre XIII des lois coordonnées doit être abrogé".

.../...

Actuellement le statut de ces miliciens est fixé par les articles 109 à 117 des lois coordonnées.

Le projet remplace ces dispositions par l'article 29 qui dispose :

"Article 29.

L'article 87 des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante :

"Article 87. Si le nombre de miliciens d'une même classe, reconnus aptes au service, dépasse les nécessités, les miliciens qui en font la demande peuvent être affectés au Service de la protection civile ou à d'autres tâches d'intérêt général.

Sur la proposition du Ministre de la Défense nationale et du Ministre de l'Intérieur, le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités et les conditions de ces affectations ainsi que la nature des tâches qui s'y rapportent".

Aux termes de l'article 118 de la Constitution, c'est la loi qui doit régler les droits et obligations des militaires. Pour que cet article de la Constitution soit respecté, il faut que le législateur auquel la matière est réservée par ledit article, intervienne lui-même, du moins pour fixer les règles qui ont un caractère fondamental.

L'article 118 s'applique à tous les miliciens, y compris à ceux qui sont affectés au Service de la protection civile ou à d'autres tâches d'intérêt général.

.../...

L'article 29 du projet ne répond pas au prescrit de l'article 118 de la Constitution (1).

Au surplus, les dispositions pénales qui figurent actuellement à l'article 116 des lois coordonnées ne pourraient pas, en vertu de l'article 9 de la Constitution, être reprises par un arrêté royal.

+

+ +

INTITULE.

L'article 39 du projet modifie les lois portant statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980.

Dès lors l'intitulé doit être rédigé comme suit :

"Projet de loi modifiant les lois sur la milice coordonnées le 30 avril 1962 et les lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980".

.../...

---

(1) Voir déjà l'avis du Conseil d'Etat, section de législation n° L. 12.721/2 du 8 décembre 1976, publié aux documents parlementaires, Sénat, Session 1977-78, n° 180/1, page 9.

DISPOSITIF.

Article 1er.

L'article 1er des lois coordonnées sur la milice n'est pas subdivisé en alinéas. Par contre, eu égard au grand nombre de subdivisions, il serait souhaitable d'utiliser une numérotation en 1°, 2°, 3°, etc., de manière à faciliter la compréhension et à augmenter la clarté.

Il est donc proposé de remplacer tout l'article 1er, comme suit :

"L'article 1er des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, modifié par la loi du 1er décembre 1976, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1er.-

Pour l'application de la présente loi, les expressions suivantes sont définies comme suit :

1° la levée est l'ensemble des miliciens appelés à participer à la formation du contingent annuel;

2° la classe est l'ensemble des miliciens de la même levée désignés pour le service;

3° la classe d'âge est celle qui porte le millésime de l'année pendant laquelle le milicien atteint 19 ans;

.../...

4° le contingent est l'ensemble des miliciens de la même classe remis à l'autorité militaire pour accomplir le service militaire;

5° l'inscrit est le milicien porté sur les listes de milice et qui ne figure pas au registre des réfractaires et des insoumis;

6° le réfractaire est le milicien qui, n'ayant pas été inscrit en temps utile sur les listes de milice, est porté au registre des réfractaires et des insoumis;

7° l'insoumis est le milicien qui est porté au registre des réfractaires et des insoumis parce qu'il ne s'est pas présenté en temps utile soit au centre de recrutement et de sélection, soit à l'examen médical à subir à l'étranger, soit au conseil de révision lorsqu'il y est renvoyé, soit à un examen médical ou à une mise en observation ordonné par ce conseil;

8° le sursis est le transfert du milicien à la levée suivante pour une des causes morales déterminées par la loi;

9° l'ajournement est le transfert du milicien à la levée suivante pour une des causes physiques déterminées en vertu de la loi;

10° l'exemption est l'affranchissement de toute obligation militaire en temps de paix et en temps de guerre;

11° la dispense est l'exonération du service actif en temps de paix accordée pour cause morale;

.../...

12° la libération est l'exonération du service actif en temps de paix accordée aux miliciens reconnus aptes au service et appartenant à une levée antérieure à celle de 1987 dans la mesure où leur nombre excédait le contingent;

13° l'engagement est l'acte par lequel le citoyen belge de sexe masculin ou féminin s'oblige à effectuer des services dans l'armée en qualité de militaire des cadres actifs;

14° le rengagement est l'acte par lequel le militaire des cadres actifs ou le milicien qui accomplit ou a accompli son terme de service actif s'oblige à effectuer une nouvelle période de service".

Article 3.

Il convient d'abroger également l'article 2, § 5 des lois sur la milice. Le texte suivant est proposé :

"Article 3.-

Sont abrogés dans les mêmes lois :

- l'article 2, § 5;

- l'article 3, § 5, modifié par la loi du 1er décembre 1976".

Article 4.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 4.-

L'article 4, § 2, des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Celui qui devient belge entre 16 et 33 ans est inscrit sur les listes de la levée en cours ou, s'il ne peut plus participer aux opérations de cette levée, sur les listes de la levée suivante".".

Article 5.

Aux termes du projet, le recours doit être introduit auprès du Ministre de l'Intérieur ou de son délégué. Si l'on comprend qu'un fonctionnaire soit délégué pour statuer sur un recours, l'on n'aperçoit pas la raison pour laquelle un fonctionnaire serait délégué pour recevoir un recours. Le requérant pourrait d'ailleurs ignorer que le Ministre de l'Intérieur aurait fait usage de son pouvoir de délégation. Il ne saurait à qui adresser son recours.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 5.-

L'article 7, § 2, des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Le réfractaire, son père, sa mère ou son représentant légal peut introduire un recours auprès du Ministre de l'Intérieur.

Le Ministre de l'Intérieur ou le fonctionnaire qu'il délègue apprécie les motifs d'excuse invoqués.

Si le recours est accueilli, l'intéressé est rayé du registre des réfractaires et des insoumis et inscrit sur les listes de la levée en cours"." .

.../...

Article 7.

Mieux vaut écrire :

"Les dispositions de la section III, à l'exception de l'article 11, et des sections IV et VI du présent chapitre ne sont pas applicables au milicien qui demande ou est admis à servir par devancement d'appel".

Article 8.

Dans le liminaire, il y a lieu d'écrire :

"L'article 10 des mêmes lois, modifié par les lois des 4 juillet 1964, 1er décembre 1976 et 19 juillet 1983, est remplacé ...".

Au paragraphe 1er, 1°, alinéa 3, b en projet, il convient d'écrire "le père ou la mère" comme "l'aïeul ou l'aïeule".

Au paragraphe 1er, 1°, alinéa 6, in fine en projet, il convient d'omettre le mot "ci-avant", qui est superflu.

Au paragraphe 1er, 3° en projet, il y a lieu de supprimer "du présent article" ainsi que les mots "concernant l'apprentissage", et, dans le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer le mot "jongelingen" par le mot "jongeren".

A la fin du paragraphe 4 en projet, il y a lieu d'écrire "et suivent l'enseignement qui les y prépare".

Le paragraphe 6 en projet serait mieux libellé comme suit :

"§ 6. Les demandes de sursis, répondant aux conditions du § 1, 3°, et des §§ 2 à 5 et introduites durant les délais normaux, sont agréées par les commissaires d'arrondissement, sous réserve d'une décision contraire du Ministre de l'Intérieur intervenant dans le mois qui suit l'expiration des délais susvisés".

Article 10.

Dans le liminaire, il y a lieu d'écrire : "L'article 12 des mêmes lois, modifié par les lois des 15 juillet 1974, 30 juillet 1974, 1er décembre 1976, 17 décembre 1979, et 9 juillet 1982 ...".

A l'article 12, § 1er, 3°, alinéa 3 en projet, il y a lieu d'écrire : "si ces conditions sont remplies ...".

Il y a lieu de relever que ce 3°, alinéa 3 maintient un avantage à l'aîné de cinq frères et soeurs alors que l'exposé des motifs déclare que "l'anachronisme du droit d'aînesse n'est plus à démontrer".

Le texte néerlandais de l'article 12 en projet utilise indifféremment les mots "broeder(s)" et "broer(s)".

Dans un souci d'uniformité de la terminologie, il y aurait lieu d'écrire "broeder(s)". La même observation vaut pour l'article 13 en projet (article 12 du projet).

Article 11.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 11.-
La section IV du chapitre II des mêmes lois, comprenant l'article 13, est abrogée".

Article 12.

La dernière phrase de l'article 13 en projet se rapportant manifestement au point e), il convient d'ajouter à la fin de celui-ci :

"..., étant entendu que les dispositions de l'article 10, § 1er, 1°, alinéas 4 à 9, seront également d'application".

Article 13.

L'article 13 devrait être rédigé comme suit :

"Article 13.-

Les sections V à VIII du chapitre II des mêmes lois deviennent les sections IV à VII".

Article 14.

Il convient de rédiger la phrase liminaire de la manière suivante :

"L'article 16 des mêmes lois, modifié par les lois du 9 mai 1969 et du 1er décembre 1976 ...".

Pour la clarté, il est suggéré de scinder le § 4 de l'article 16 en projet en deux paragraphes distincts :

"§ 4. Le milicien ... des miliciens de cette levée.

§ 5. Le milicien qui a rempli les conditions visées au § 2, est ...".

Le § 5 devenant le § 6, serait rédigé comme suit (modification de la référence) :

"§ 6. En temps de guerre, par dérogation à l'article 1er, 10°, le Ministre ...".

Le § 6 devient le § 7.

.../...

Article 15.

Il convient de rédiger la phrase liminaire de la manière suivante :

"A l'article 17 des mêmes lois, modifié par la loi du 1er décembre 1976 ...".

Article 16.

L'article 16 devrait être rédigé comme suit :

"Article 16.-
Dans l'article 18, alinéa 2, des mêmes lois, modifié par la loi du 1er décembre 1976 ...".

Article 17.

Il convient de rédiger la phrase liminaire de la manière suivante :

"A l'article 20 des mêmes lois, modifié par la loi du 1er décembre 1976 ...".

A la fin du § 3 en projet, il est proposé d'écrire :

"il lui sera tenu compte du temps qu'il aura déjà passé sous les armes".

.../...

Article 19.

Il convient de rédiger cet article comme suit :

"Article 19.-
Dans l'article 22 des mêmes lois, modifié par la loi du 1er décembre 1976, les mots "la libération" sont supprimés".

Article 20.

Il convient de rédiger la phrase liminaire de la manière suivante :

"L'article 24, § 1er, des mêmes lois, modifié par la loi du 15 mars 1977 ...".

Article 24.

L'article 34 des lois coordonnées n'est pas divisé en paragraphes. En outre, cet article tel qu'il a été modifié par la loi du 1er décembre 1976 prévoit actuellement un délai de quinze jours. Il faut écrire :

"Dans l'article 34, alinéa 1er des mêmes lois, modifié par la loi du 1er décembre 1976, le mot "quinze" est remplacé par le mot "trente".".

Article 25.

Au § 3 de l'article 44 en projet, il y a lieu d'écrire au premier tiret "du jugement conférant ce statut".

.../...

Article 26.

Il convient d'écrire :

"Dans l'article 48, alinéa 1er, des mêmes lois, le mot ...".

Article 27.

A l'article 27, il convient d'écrire :

"Dans l'article 72, § 1er, des mêmes lois, ...".

Articles 28, 29, 30 et 33.

Voyez l'observation générale.

Article 31.

A l'article 97, alinéa 4, en projet, il y a lieu d'écrire : "Elle ne se prononce : ...".

La même remarque vaut pour l'article 118, alinéa 3, en projet (article 34 du projet).

Article 32.

Dans le texte néerlandais du 1°, il y a lieu de remplacer le mot "ingelast" par le mot "ingevoegd".

.../...

Article 33.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire : "Hoofdstuk XIII van ...".

Article 34.

A l'article 118, alinéa 1er en projet, il est proposé d'écrire :

"La dispense qui a été accordée sur base de l'article 12, § 1er, 8°, dans la rédaction que lui avait donnée la loi du 1er décembre 1976, est retirée ...".

Par souci de concordance avec l'article 17, alinéa 4, il y a lieu d'écrire dans le texte néerlandais des alinéas 3 et 4 en projet :

" Het doet eerst uitspraak van de belanghebbende te hebben verzocht zijn verweermiddelen mondeling of schriftelijk voor te dragen.

In alle gevallen wordt de beslissing geacht op tegenspraak te zijn gewezen".

Article 35.

Compte tenu du texte proposé pour l'article 1er, il faut écrire au début de l'article 119 en projet:

"Par dérogation à l'article 1er, 12° des présentes lois ...".

A la fin du même article, il y a lieu d'écrire :

"qui réunissent les conditions qui étaient prévues à l'article 87, § 1er, b), dans la rédaction que lui avait donnée la loi du 1er décembre 1976".

Article 38.

Il est proposé d'utiliser la formule du "Traité de légistique formelle" publié au Moniteur belge du 2 juin 1982. La formule consacrée est la suivante :

"Le Roi peut coordonner les dispositions de la loi du ... relative à ... et les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où les coordinations seront établies.

A cet fin, Il peut :

1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

Les coordinations porteront l'intitulé suivant : "Lois relatives à ... coordonnées le ...".

Le début de l'alinéa 1er pourrait être adapté de la façon suivante :

"Le Roi peut coordonner **les** dispositions législatives relatives à la milice et les dispositions ...".

.../...

Article 40.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 40.-

La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 1987. Toutefois, en ce qui concerne le sursis, la dispense et la suppression de la libération visée à l'article 39 de la présente loi, elle sera applicable, pour la première fois, aux miliciens de la levée de 1988".

ALGEMENE OPMERKING.

Het voor advies aan de Raad van State voorgelegde voorontwerp van wet heeft tot doel de ontheffingen van werkelijke dienst af te schaffen, maar de vrijstellingen te handhaven.

Daartoe :

1° handhaaft het ontwerp de ontheffing ten aanzien van de voor de dienst geschikt bevonden dienstplichtigen, behorend tot een lichting voorafgaand aan deze van 1987 in de mate dat hun aantal het contingent overschreed (artikel 1);

2° vervangt het ontwerp het opschrift van hoofdstuk IX van de gecoördineerde wetten "ontheffing van de werkelijke dienst" door het volgende opschrift "De aanwijzing voor de diensten van de civiele bescherming of voor andere taken van algemeen belang" (artikel 28);

3° voorziet het ontwerp in de opheffing van hoofdstuk XIII van de gecoördineerde wetten, hetwelk als opschrift draagt "dienst bij de burgerlijke bescherming" en de artikelen 109 tot 117 omvat (artikel 33).

Volgens de memorie van toelichting is die opheffing als volgt te rechtvaardigen :

"Artikel 33.

Aangezien de wetgever de bedoeling heeft de modaliteiten en de voorwaarden van de aanwijzingen voor de civiele bescherming of voor andere taken van algemeen belang te regelen bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, zoals blijkt uit artikel 29 van het huidig ontwerp, dient het hoofdstuk XIII van de gecoördineerde wetten te worden opgeheven".

.../...

Thans is het statuut van die dienstplichtigen vastgesteld bij de artikelen 109 tot 117 van de gecoördineerde wetten.

Het ontwerp vervangt die bepalingen door artikel 29, dat als volgt luidt :

"Artikel 29.

Artikel 87 van dezelfde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 87. Indien het aantal dienstplichtigen van eenzelfde klasse, die geschikt verklaard zijn voor de dienst, de behoeften overtreft, kunnen de dienstplichtigen die het vragen aangewezen worden voor de Dienst van de civiele bescherming of voor andere taken van algemeen belang.

Op voorstel van de Minister van Landsverdediging en van de Minister van Binnenlandse Zaken bepaalt de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, de nadere regels en de voorwaarden van die aanwijzingen, alsmede de aard van de taken die daarop betrekking hebben".

Naar luid van artikel 118 van de Grondwet moeten de rechten en de verplichtingen van de militairen bij wet worden geregeld. Opdat dit Grondwetsartikel ontzien wordt, behoort de wetgever voor wie de aangelegenheid door het genoemde artikel wordt weggelegd, zelf op te treden, althans om de grondregels vast te stellen.

Artikel 118 vindt toepassing op alle dienstplichtigen, met inbegrip van degen die voor de Dienst van de civiele bescherming of voor andere taken van algemeen belang worden aangewezen.

Artikel 29 van het ontwerp beantwoordt niet aan de voorschriften van artikel 118 van de Grondwet. (1)

Bovendien verzet artikel 9 van de Grondwet zich ertegen dat de strafbepalingen die thans in artikel 116 van de gecoördineerde wetten staan, in een koninklijk besluit zouden worden opgenomen.

+

\+ +

OPSCHRIFT.

Artikel 39 van het ontwerp wijzigt de op 20 februari 1980 gecoördineerde wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden.

Derhalve moet het opschrift als volgt worden geredigeerd :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, en van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980".

.../...

---

(1) Vergelijk het advies van de Raad van State, afdeling wetgeving nr. L. 12.721/2 van 8 december 1976, bekendgemaakt in de gedrukte stukken, Senaat, zitting 1977-78, nr. 180/1, blz. 9.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Artikel 1 van de gecoördineerde dienstplichtwetten is niet onderverdeeld in leden. Daarentegen zou het wegens het grote aantal onderverdelingen, verkieslijk zijn met een nummering in 1°, 2°, 3°, enz. te werken ter wille van een gemakkelijker begrip en een grotere duidelijkheid van de tekst.

Er wordt dus voorgesteld heel het artikel 1 als volgt te vervangen :

"Artikel 1 van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, gewijzigd bij de wet van 1 december 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 1.-

Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° Lichting : de gezamenlijke dienstplichtigen die in het jaarcontingent zullen worden opgenomen;

2° Klasse : de gezamenlijke, voor de dienst aangewezen dienstplichtigen van eenzelfde lichting;

3° Leeftijdsklasse : de klasse genoemd naar het jaar waarin de dienstplichtige de leeftijd van 19 jaar bereikt;

4° Het contingent : de gezamenlijke, tot dezelfde klasse behorende dienstplichtigen die voor het vervullen van de militaire dienst ter beschikking van de militaire overheid zijn gesteld;

.../...

5° Ingeschrevene : de dienstplichtige die op de militielijsten is geplaatst en niet is ingeschreven in het register van de wederspannelingen en dienstweigeraars;

6° Wederspanneling : de dienstplichtige die niet te rechter tijd op de militielijsten is ingeschreven en daarom in het register van de wederspannelingen en dienstweigeraars is gebracht;

7° Dienstweigeraar : de dienstplichtige die in het register van de wederspannelingen en dienstweigeraars is opgenomen omdat hij zich niet tijdig heeft aangemeld, hetzij in het recruterings- en selectiecentrum, hetzij voor de keuring in het buitenland, hetzij bij de herkeuringsraad wanneer hij daarnaar verwezen is, hetzij voor een door deze raad gelaste keuring of inobservatiestelling;

8° Uitstel : de overbrenging, op een van de bij de wet bepaalde morele gronden, van de dienstplichtige naar de volgende lichting;

9° Voorlopige afkeuring : de overbrenging, op een van de bij de wet bepaalde lichamelijke gronden, van de dienstplichtige naar de volgende lichting;

10° Vrijstelling : het vrijstellen van enige militaire verplichting in vredes- en oorlogstijd;

11° Vrijlating : het vrijstellen van de werkelijke dienst in vredestijd; zij wordt verleend op morele grond;

.../...

12° Ontheffing : het ontheffen van de werkelijke dienst in vredestijd; zij wordt verleend aan de voor de dienst geschikt bevonden dienstplichtigen die tot een vroegere lichting dan die van 1987 behoren voor zover hun aantal het contingent overschreed;

13° Dienstneming : de handeling waarbij een Belgisch burger van het mannelijk of het vrouwelijk geslacht zich verbindt om als militair van de actieve kaders, diensten bij het leger te vervullen;

14° Wederdienstneming : de handeling waarbij een militair van de actieve kaders of een dienstplichtige die zijn werkelijke diensttermijn volbrengt of volbracht heeft, zich verbindt om een nieuwe diensttijd te vervullen".

Artikel 3.

Artikel 2, § 5, van de dienstplichtwetten behoort eveneens te worden opgeheven. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 3.-

In dezelfde wetten worden opgeheven :

- artikel 2, § 5;

- artikel 3, § 5, gewijzigd bij de wet van 1 december 1976".

.../...

Artikel 4.

Het zou beter zijn dit artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 4.-

Artikel 4, § 2, van dezelfde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 2. Wie Belg wordt tussen zijn 16e en 33e jaar, wordt ingeschreven op de militielijsten van de lopende lichting of, als hij niet meer aan de verrichtingen van die lichting kan deelnemen, op de militielijsten van de volgende lichting".".

Artikel 5.

Naar luid van het ontwerp dient het beroep bij de Minister van Binnenlandse Zaken of bij zijn gemachtigde te worden ingesteld. Al is het te begrijpen dat een ambtenaar gemachtigd wordt om op een beroep te beschikken, het is niet duidelijk waarom een ambtenaar gemachtigd zou worden om een beroep te ontvangen. Het zou trouwens kunnen gebeuren dat de verzoeker er onkundig van is dat de Minister van Binnenlandse Zaken van zijn delegatiebevoegdheid gebruik heeft gemaakt. Hij zou dan niet weten aan wie hij zijn beroep moet richten.

Het artikel zou beter als volgt geredigeerd worden :

"Artikel 5.-

Artikel 7, § 2, van dezelfde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 2. De wederspanneling, zijn vader, zijn moeder of zijn wettelijk vertegenwoordiger kunnen daartegen in beroep gaan bij de Minister van Binnenlandse Zaken.

De Minister van Binnenlandse Zaken of de ambtenaar die hij machtigt, beoordeelt de aangevoerde gronden van verschoning.

Wordt het beroep toegewezen, dan wordt de betrokkene uit het register van de wederspannelingen en dienstweigeraars geschrapt en op de militielijsten van de lopende lichting ingeschreven".

Artikel 7.

Men schrijve :

"De bepalingen van afdeling III, met uitzondering van artikel 11, en van de afdelingen IV en VI van dit hoofdstuk, zijn niet van toepassing op de dienstplichtige die om vervroegde dienstneming verzoekt of die tot vervroegde dienstneming toegelaten wordt".

Artikel 8.

In de inleidende volzin dient te worden geschreven :

"Artikel 10 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1964, 1 december 1976 en 19 juli 1983, wordt vervangen ... ".

In de ontworpen § 1, 1°, derde lid, b, behoort "de vader of de moeder" te worden geschreven, zoals "de grootvader of de grootmoeder".

In de ontworpen § 1, 1°, zesde lid, in fine, behoort het woord "hiervoor" als overbodig te vervallen.

In de ontworpen § 1, 3° schrappe men de woorden "van onderhavig artikel" en "betreffende het leerlingenwezen", en in de Nederlandse tekst vervange men het woord "jongelingen" door het woord "jongeren".

.../...

Aan het slot van de ontworpen § 4, schrijve men : " ... en het onderwijs volgen dat hen daartoe opleidt".

De ontworpen § 6 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§6. De aanvragen om uitstel die voldoen aan de voorwaarden van § 1, 3°, en van de §§ 2 tot 5, en die ingediend zijn tijdens de normale termijnen, worden ingewilligd door de arrondissementscommissaris, behoudens andersluidende beslissing van de Minister van Binnenlandse Zaken binnen de maand na het verstrijken van de bovenbedoelde termijnen".

Artikel 10.

In de inleidende volzin schrijve men : "Artikel 12 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1974, 30 juli 1974, 1 december 1976, 17 december 1979 en 9 juli 1982, ... ".

In het ontworpen artikel 12, § 1, 3°, derde lid, schrijve men : "Indien aan die vereisten wordt voldaan door ... ".

Er zij op gewezen dat die bepaling onder 3°, derde lid, een voordeel handhaaft voor de oudste van vijf broers en zusters, terwijl de memorie van toelichting verklaart dat "het anachronisme van het eerstgeboorterecht niet meer bewezen moet worden".

.../...

In de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 12 wordt zowel met het woord "broeder(s)" als met het woord "broer(s)" gewerkt. Ter wille van de eenheid van terminologie schrijve men overal "broeder(s)". Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 13 (artikel 12 van het ontwerp).

Artikel 11.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 11.-
Afdeling IV van hoofdstuk II van dezelfde wetten, bevattende artikel 13, wordt opgeheven".

Artikel 12.

Aangezien de laatste volzin van het ontworpen artikel 13 kennelijk betrekking heeft op punt e), behoort aan het slot daarvan te worden toegevoegd : " ... , met dien verstande dat de bepalingen van artikel 10, § 1, 1°, vierde tot negende lid, eveneens van toepassing zullen zijn".

Artikel 13.

Artikel 13 zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Artikel 13.-
De afdelingen V tot VIII van hoofdstuk II van dezelfde wetten worden de afdelingen IV tot VII".

.../...

Artikel 14.

De inleidende volzin behoort als volgt te worden geredigeerd :

"Artikel 16 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wetten van 9 mei 1969 en 1 december 1976, ...".

Duidelijkheidshalve wordt in overweging gegeven paragraaf 4 van het ontworpen artikel 16 in twee afzonderlijke paragrafen te splitsen :

"§ 4. De dienstplichtige ... als dienstplichtige van die lichting.

§ 5. De dienstplichtige die de bij paragraaf 2 gestelde voorwaarden vervuld heeft, wordt overgebracht naar ... en wordt, ten aanzien van ...".

Paragraaf 5, die paragraaf 6 wordt, zou dan als volgt luiden (wijziging van de verwijzing) :

§ 6. In oorlogstijd kan de Minister ..., in afwijking van artikel 1, 10°, de ...".

Paragraaf 6 wordt paragraaf 7.

.../...

Artikel 15.

De inleidende volzin behoort als volgt te worden geredigeerd :

"In artikel 17 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 1 december 1976, ...".

Artikel 16.

Artikel 16 zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Artikel 16.-

In artikel 18, tweede lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 1 december 1976, ...".

Artikel 17.

De inleidende volzin behoort als volgt te worden geredigeerd :

"In artikel 20 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 1 december 1976, ...".

Voorgesteld wordt aan het slot van de ontworpen paragraaf 3 te schrijven :

"..., wordt hem de tijd aangerekend die hij reeds onder de wapens heeft doorgebracht".

.../...

Artikel 19.

Dit artikel behoort als volgt te worden geredigeerd :

"Artikel 19.-

In artikel 22 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 1 december 1976, wordt het woord "ontheffing" geschrapt.

Artikel 20.

De inleidende volzin behoort als volgt te worden geredigeerd :

"Artikel 24, § 1, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 15 maart 1977, ...".

Artikel 24.

Artikel 34 van de gecoördineerde wetten is niet in paragrafen ingedeeld. Bovendien schrijft dat artikel, zoals het is gewijzigd bij de wet van 1 december 1976, thans een termijn van vijftien dagen voor. Men schrijve :

"In artikel 34, eerste lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 1 december 1976, wordt het woord "vijftien" vervangen door het woord "dertig".".

.../...

Artikel 25.

In § 3 van het ontworpen artikel 44 schrijve men in de tekst na het eerste streepje : " ... van het vonnis dat die staat verleent".

Artikel 26.

Men schrijve : "In artikel 48, eerste lid, van dezelde wetten, wordt het woord ... ".

Artikel 27.

Men schrijve in de Franse tekst : "Dans l'article 72, § 1, des mêmes lois ... ".

Artikelen 28, 29, 30 en 33.

Zie de algemene opmerking.

Artikel 31.

In het ontworpen artikel 97, vierde lid, schrijve men : " ... Het doet eerst uitspraak na de belanghebbende te hebben verzocht zijn verweermiddelen mondeling of schriftelijk voor te dragen. In alle gevallen wordt de beslissing geacht op tegenspraak te zijn gewezen".

.../...

Artikel 32.

In de Nederlandse tekst van 1° vervange men het woord "ingelast" door het woord "ingevoegd".

Artikel 33.

Men schrijve in de Nederlandse tekst : "Hoofdstuk XIII van ... ".

Artikel 34.

Voorgesteld wordt in het ontworpen artikel 118, eerste lid, te schrijven :

"De vrijlating die toegekend is op grond van artikel 12, § 1, 8°, in de redactie die eraan gegeven was bij de wet van 1 december 1976, wordt ingetrokken ... ".

Ter wille van de overeenstemming met het ontworpen artikel 17, vierde lid, schrijve men in de Nederlandse tekst van het ontworpen derde en vierde lid :

"Het doet eerst uitspraak na de belanghebbende te hebben verzocht zijn verweermiddelen mondeling of schriftelijk voor te dragen.

In alle gevallen wordt de beslissing geacht op tegenspraak te zijn gewezen".

.../...

Artikel 35.

Gelet op de tekst die voorgesteld is voor artikel 1, schrijve men aan het begin van het ontworpen artikel 119 : "In afwijking van artikel 1, 12°, van deze wetten, kan ... ".

Aan het slot van hetzelfde artikel schrijve men :

" ... die de voorwaarden vervullen die bepaald waren bij artikel 87, § 1, b), in de redactie die eraan gegeven was bij de wet van 1 december 1976".

Artikel 38.

Voorgesteld wordt de formule te gebruiken van de "Handleiding bij de wetgevingstechniek", bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 2 juni 1982. De geijkte formule is de volgende :

"De Koning kan de bepalingen van de wet van ... betreffende ... coördineren met de bepalingen welke deze, op het tijdstip van de coördinaties, uitdrukkelijk of impliciet zouden gewijzigd hebben.

Daartoe kan Hij :

1° de volgorde, de nummering van de te coördineren bepalingen en, in het algemeen, de teksten naar de vorm wijzigen;

2° de verwijzingen die voorkomen in de te coördineren bepalingen met de nieuwe nummering overeenbrengen;

3° de redactie van de te coördineren bepalingen wijzigen ten einde ze onderling te doen overeenstemmen en eenheid in de terminologie te brengen, zonder afbreuk te doen aan de beginselen welke in deze bepalingen vervat zijn.

De coördinatie zal het volgende opschrift dragen : "Wetten betreffende ... , gecoördineerd op ... ". ".

.../...

Het eerste lid zou als volgt kunnen beginnen : "De Koning kan de wetsbepalingen betreffende de dienstplicht en de bepalingen ... coördineren".

Artikel 40.

Dit artikel zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Artikel 40.-

Deze wet treedt in werking op 1 januari 1987. Wat betreft het uitstel, de vrijlating en de afschaffing van de ontheffing bedoeld in artikel 39 van deze wet, zal zij evenwel voor de eerste keer van toepassing zijn op de dienstplichtigen van de lichting 1988".

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT,

M. FAUCONIER, greffier assumé,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. FAUCONIER.

De kamer was samengesteld uit

de Heren :

kamervoorzitter,

staatsraden,

assessoren van de afdeling wetgeving,

toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. LIGOT.